

Je suis d'avis que nous sommes sur le bord de la révolution, et si mes collègues ne la voient pas, moi, je la vois. C'est pour cette raison que j'en parle en cette enceinte, c'est pour cette raison que j'y mets tout mon cœur, c'est pour cette raison que je voudrais essayer de faire comprendre à tous qu'il nous faut donner l'élan nécessaire pour aider à améliorer cette situation économique troublante et troublée que nous connaissons. C'est pour cette raison, et nulle autre, que je parle ainsi; je n'ai pas d'amertume contre qui que ce soit.

Je crois que nous sommes tous pareils, c'est-à-dire que nous sommes tous élus par le peuple et que nous voulons tous bien faire. Cependant, nous ne faisons rien, alors que pour faire quelque chose, il faut en parler, il faut se rendre à l'évidence, bref, il faut s'asseoir autour des tables et discuter des problèmes. Si l'on garde les mêmes problèmes, si l'on ne veut pas les changer, si l'on ne veut rien améliorer et qu'on rit de ceux qui veulent les améliorer, qu'est-ce qu'on va changer?

Si l'on ne corrige pas la situation, on verra l'évolution du mal, l'évolution de la faiblesse humaine, l'évolution de la rancune, l'évolution de la misère, qui pousse les gens à s'en vouloir les uns les autres, parce qu'on rit les uns des autres, parce qu'on a trop de misère à vivre, à bénéficier de la science et du progrès, bref, parce qu'on a trop de misère à accomplir sa vie de citoyen.

Monsieur le président, chaque individu ne devrait jamais oublier que chaque être humain, même le petit bébé dans le berceau, est beaucoup plus important que n'importe quel système économique du monde, et c'est en fonction de cette importance qu'il faut réorganiser et améliorer notre économie, améliorer nos conditions financières, améliorer nos conditions de circulation monétaire, nos conditions dans tous les domaines de l'activité économique.

Tout ce que le ministre dit, c'est qu'il va falloir organiser la fiscalité, se prévaloir des moyens que met à notre disposition notre système de fiscalité, c'est-à-dire taxer les citoyens qui sont égorgés, qui ne sont plus capables de vivre. Imposer encore de nouvelles taxes? C'est ce que vous voulez, monsieur le ministre? C'est la solution que vous avez à apporter aux problèmes? Si vous n'avez pas d'autres solutions que celle-là, au moins ayez donc l'amabilité d'écouter ceux qui vous en offrent et essayez-les au moins. Si elles ne rapportent rien, si cela ne va pas, il sera toujours temps de les changer.

Mais vous n'avez aucune solution à proposer pour améliorer la situation économique actuelle du pays. Vous n'avez pas de solutions, vous continuez les vieilles méthodes,

vous ne ferez rien d'autre que de maintenir des organismes d'autrefois, qui ne rendent plus service à la population et à la nation et aux nations étrangères. Mais, il est impossible de trouver des moyens financiers qui permettraient aux citoyens de vivre convenablement. Et si la guerre se déclarait demain matin, le ministre irait en chercher des millions et des milliards. Mais quand on a augmenté la pension des vieux, il a fallu tout de suite imposer de nouvelles taxes, parce qu'on n'avait pas d'argent, parce qu'on ne pouvait pas trouver d'argent pour financer le coût de l'augmentation, soit 280 millions, de la pension des vieillards.

On a imposé de nouvelles taxes, et ce pour cueillir 400 millions de dollars. Et pourtant, on n'avait besoin que de 280 millions, mais comme on est intéressé dans toutes sortes de départements, on en a profité pour augmenter les taxes et pour égorger encore davantage les citoyens qui ne sont plus capables de payer de telles taxes.

Dans la municipalité où je réside, il y a à l'heure actuelle 74 propriétés qui sont vendues pour les taxes scolaires. Et l'on dit qu'il n'y a pas de problèmes de finance au Canada! C'est partout comme cela à la grandeur du pays. Il n'y a pas de problèmes à régler! Ceux qui en parlent, on ne les écoute pas.

On devrait se rendre compte que la situation est plus grave que vous ne le prétendez. Je sais que ceux qui ont toujours été assis sur des fauteuils bourrés, qui ont toujours eu un salaire entre \$20,000 et \$40,000 ne connaissent pas la situation troublée qui existe au Canada. Ils ne connaissent pas les problèmes des familles, des cultivateurs, des municipalités, surtout, quand cela a toujours été bien chez soi et qu'on a toujours été bien traité.

• (6.10 p.m)

[Traduction]

M. le président: Je dois interrompre la député pour lui signaler que son temps de parole est expiré.

M. Mongrain: Monsieur le président, en prenant la parole maintenant, j'ai l'impression que je devrais présenter des excuses au comité, car je crains de m'imposer. Mais lorsque mon temps de parole a expiré cet après-midi, il me restait à tirer une conclusion. J'ai posé au ministre quelques questions auxquelles il a donné certaines réponses et celles-ci m'ont inspiré certains commentaires. Mes observations seront brèves.

Hier soir, en répondant à une proposition du député de Villeneuve, le ministre a dit: «Cela ne s'est jamais fait encore». Je croyais avoir expliqué au ministre cet après-midi une formule qui a été exploitée depuis plus d'un siècle pour aider les municipalités financière-